

Pouvoir d'emprunt—Loi

Cela fait partie de votre travail, mais il y a une autre chose aussi qui fait partie de votre travail, c'est de représenter tous vos commettants, et savez-vous ce que cela veut dire? Cela veut dire que lorsque les lois existantes au Canada obligent le gouvernement à emprunter pour rencontrer ses obligations, vous vous devez vous aussi d'y souscrire et le plus rapidement possible. Il arrive, monsieur le président, que j'ai l'impression que les honorables membres de l'opposition vivent dans le passé. On entend parler encore de taxes sur le pétrole, de coupures budgétaires, toutes des choses auxquelles les Canadiens à un certain moment ont dit: les taxes sur le pétrole nous n'en voulons pas, fini.

Quand on entend aussi dire qu'il ne faudrait pas qu'on donne un chèque en blanc au gouvernement, ce n'est pas un chèque en blanc au gouvernement que le gouvernement vous demande. Ce dernier vous dit que cette Chambre doit autoriser le gouvernement à faire son devoir face à la population, et dans ce sens-là, messieurs, quand vous faites traîner le débat en longueur c'est que vous vous imaginez encore être au pouvoir, et telle n'est pas la situation. Et c'est la démocratie qui en a décidé ainsi, personne d'autre, la démocratie à la suite de vos actes et de ceux des personnes qui composaient votre gouvernement.

Et moi, en tant que nouveau député, je trouve cela horrifant, monsieur le président, je ne peux pas le comprendre. J'ai de la difficulté à saisir tout cela et à me mettre dans la tête qu'à un certain moment un député responsable qui vient ici pour représenter ses commettants, poussez votre pensée jusqu'à l'extrême, messieurs.

Admettons qu'on ne présente pas à un certain moment une motion de clôture là-dessus, et que vous prolongez cela, supposons jusqu'au mois de janvier 1981, où le gouvernement aurait-il pris ses fonds? Pouvez-vous me le dire? Les gens chez vous qui reçoivent de l'aide sociale, ou des soins médicaux, ou encore les capitalisations qui sont en train de se faire dans l'Alberta, que ce soit par le biais de la société Petro-Canada ou de toute autre chose, ce que je vous demande c'est de bien vouloir être conscients du fait que le gouvernement vous demande présentement d'accomplir votre travail, laissez aller le projet de loi au plus vite pour que nous puissions remplir nos devoirs à l'égard des Canadiens.

● (1650)

[Traduction]

M. Len Gustafson (Assiniboia): Monsieur l'Orateur, je prends la parole au sujet du bill C-30, qui est devenu une question très très importante pour le peuple canadien. Le député d'en face vient de dire que les Canadiens ne se trouvent pas à signer un chèque en blanc. C'est vrai. On leur demande tout simplement de signer un chèque de 12 milliards de dollars. Voici en fait les propos que le gouvernement leur tient: «Nous ne vous disons pas comment nous allons dépenser l'argent, mais nous vous demandons de payer la facture».

Je pense que le ministre des Finances (M. MacEachen), le premier ministre (M. Trudeau) et le gouvernement actuel seront tenus responsables par nos enfants et nos petits-enfants de ce que le gouvernement fait aujourd'hui à la Chambre. Nous avons connu 12 années et plus de gouvernement libéral sous la direction de l'actuel premier ministre qui a conduit le pays dans la voie de la socialisation et qui est en train d'en faire un État socialiste, avec le concours des députés néo-

démocrates d'extrême-gauche qui ont fait avorter un bon budget et qui ont enlevé au pays l'occasion d'être bien dirigé. Cette orientation aurait mis fin aux dépenses excessives.

Quel genre de mandat le gouvernement nous demande-t-il? Quel genre de dépenses a-t-il faites jusqu'à présent? Il a dépensé excessivement en instituant la Commission du système métrique. Il a fait des dépenses excessives en imposant au pays diverses choses dont personne n'avait besoin. Nous en avons encore eu un exemple ces derniers jours. Le gouvernement a dépensé deux milliards de dollars sur un certain complexe. Il nous est assez difficile, à nous de la Saskatchewan, d'imaginer ce que ce chiffre représente, parce qu'il équivaut à peu près à tout le budget de notre province. Nous nous soucions de nos circonscriptions et de nos commettants, parce qu'on nous demande de payer notre part de ce que coûte au Canada l'incurie du gouvernement actuel. Ce gouvernement nous demande vraiment un chèque en blanc si ce n'est plus. Le ministre des Finances ne nous a pas dit quel genre de budget il présentera. Nous ignorons totalement comment le gouvernement a l'intention de dépenser cet argent. Tout ce que nous savons, c'est que nous devons payer la note.

Je pense que maintenant les Canadiens exigent davantage du gouvernement et de la Chambre des communes. Ils exigent que le premier ministre, le ministre des Finances et tous les députés leur donnent des explications sur les dépenses qui, dans ce cas-ci, s'élèveront à 12 milliards de dollars.

Le gouvernement a fait des largesses sous le règne de M. Trudeau et des libéraux. Les dépenses se sont accrues à un rythme effréné. On n'a pas tenu compte de la production. Nous avons vécu une époque où le terme «profit» était banni du vocabulaire et où le terme «motivation» était complètement relégué dans l'oubli. Nous n'avons donné aucune indication et aucune motivation aux gens qui ont payé la note.

Des voix: Bravo!

M. Gustafson: Les habitants de ma circonscription, celle d'Assiniboia, sont des gens très productifs. J'imagine que tous les députés pensent que leurs commettants sont des gens productifs, mais quand je songe aux sommes d'argent qui sont dépensées et surtout à quoi elles servent, je suis passablement inquiet, en tant que député de l'Ouest.

Je voudrais vous donner quelques exemples qui se sont produits dans le court laps de temps depuis que je représente la circonscription d'Assiniboia. Il est assez intéressant de constater que dans le cadre du programme d'emploi d'été pour les jeunes, le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy) a alloué \$85,000 à ma circonscription alors qu'en moyenne les circonscriptions du Québec ont reçu \$200,000. J'ai reçu de tous les coins de ma circonscription des lettres de mes commettants dont les projets avaient été rejetés. On me demandait: «Où va tout l'argent?» Nous avons demandé que l'on nous aide à mettre en œuvre des projets productifs. Avant que je ne siège à la Chambre, mon prédécesseur avait fait des démarches pour faire approuver le prolongement de la piste à l'aéroport d'Estevan. J'ai moi-même fait des démarches et présenté une demande en ce sens au ministre des Transports (M. Pepin). Chaque fois, nous nous sommes heurtés à un refus. Des avions viennent à Estevan desservir les puits de pétrole et les usines de charbon dans cette région. La demande de cette localité, de ce village, de cette région a été rejetée. Nous avons demandé \$200,000.